

Atelier PFOSS Précarité énergétique

Clermont-Ferrand
13 décembre 2012

Denis Francon, Hélène Grandhomme,
Patrick Monnier et Alain Thiéry (DREAL)
Anne Misseri (CETE de Lyon)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉGALITÉ
DES TERRITOIRES
ET DU LOGEMENT

Ministère de l'Égalité des territoires et du logement

SOMMAIRE

1. Précarité énergétique, le concept

- Une définition récente
- Une évaluation difficile du phénomène
- Un sujet transversal

2. Dispositifs et acteurs

- Des dispositifs généralistes ou spécifiques
- Une multitude d'acteurs

3. Les grands enjeux émergents

- massification du phénomène (exemple Habiter Mieux)
- vulnérabilité énergétique globale (exemple Alterre Bourgogne)
- sécurisation économique des investisseurs (exemple SRCAE Auvergne)

4. Usage économe des logements

- enjeux et expériences remarquables

5. Besoins de connaissance pour la plateforme

1. Précarité énergétique, le concept



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

Une montée en puissance du sujet et une définition officielle

Figure 1. Historique du traitement de la précarité énergétique



La définition légale de précarité énergétique

Grenelle 2 : la précarité énergétique =

"« Est en précarité énergétique une personne qui éprouve **dans son logement** des difficultés particulières à disposer de la **fourniture d'énergie** nécessaire à la **satisfaction de ses besoins élémentaires** en raison **notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat** »



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

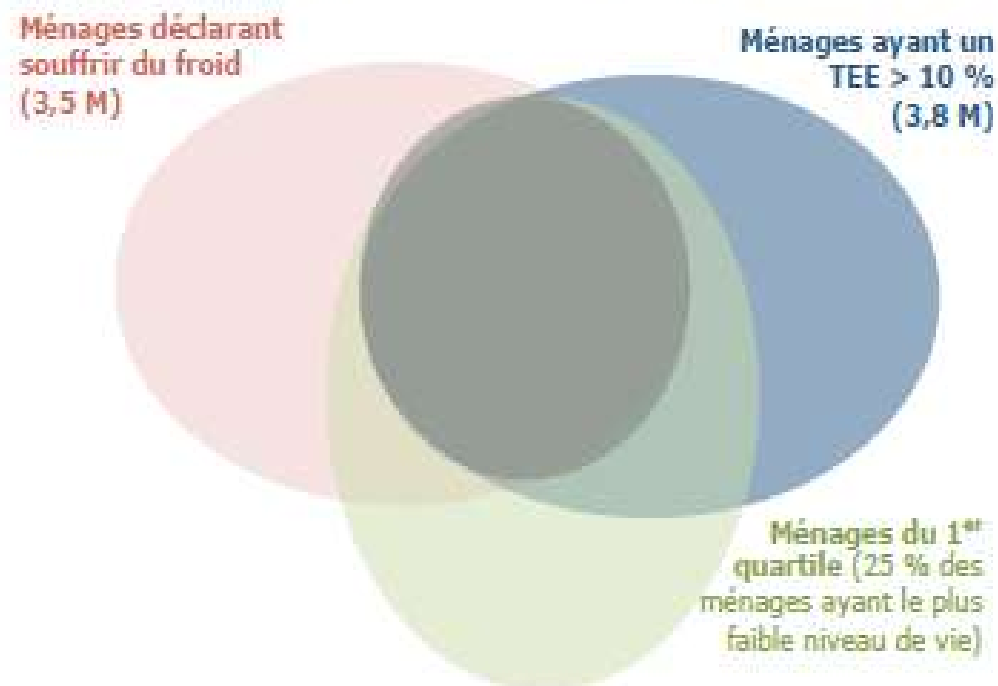
Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

La difficulté d'évaluer le phénomène

Chaque dispositif de lutte contre la précarité énergétique a sa cible et sa définition, pour sérier les problèmes à traiter. Voici un exemple

Figure 2. Indicateurs d'identification des ménages en situation de précarité énergétique



quelques chiffres nationaux

cf INSEE (ENL 2006 et ANAH 2009)

Critères objectifs :

- 3,4 millions en France (TEE > 10 %.) soit au moins 13 % des ménages
- Principalement logés dans le parc privé : 87 % et propriétaires à 62 %
- 1er quartile de la population : 70 %
- Âgés de plus de 60 ans : 55 %
(ANAH 2009)

quelques chiffres nationaux

cf INSEE (ENL 2006)

Critères subjectifs :

- 4 % des ménages installés depuis plus d'un an ont souffert d'inconfort thermique dans leur logement .
- 16,4 % des ménages ont connu des difficultés à payer leur loyer ou leurs charges au cours des douze derniers mois
- 4,31 % ont actuellement un impayé de loyer ou de charges.



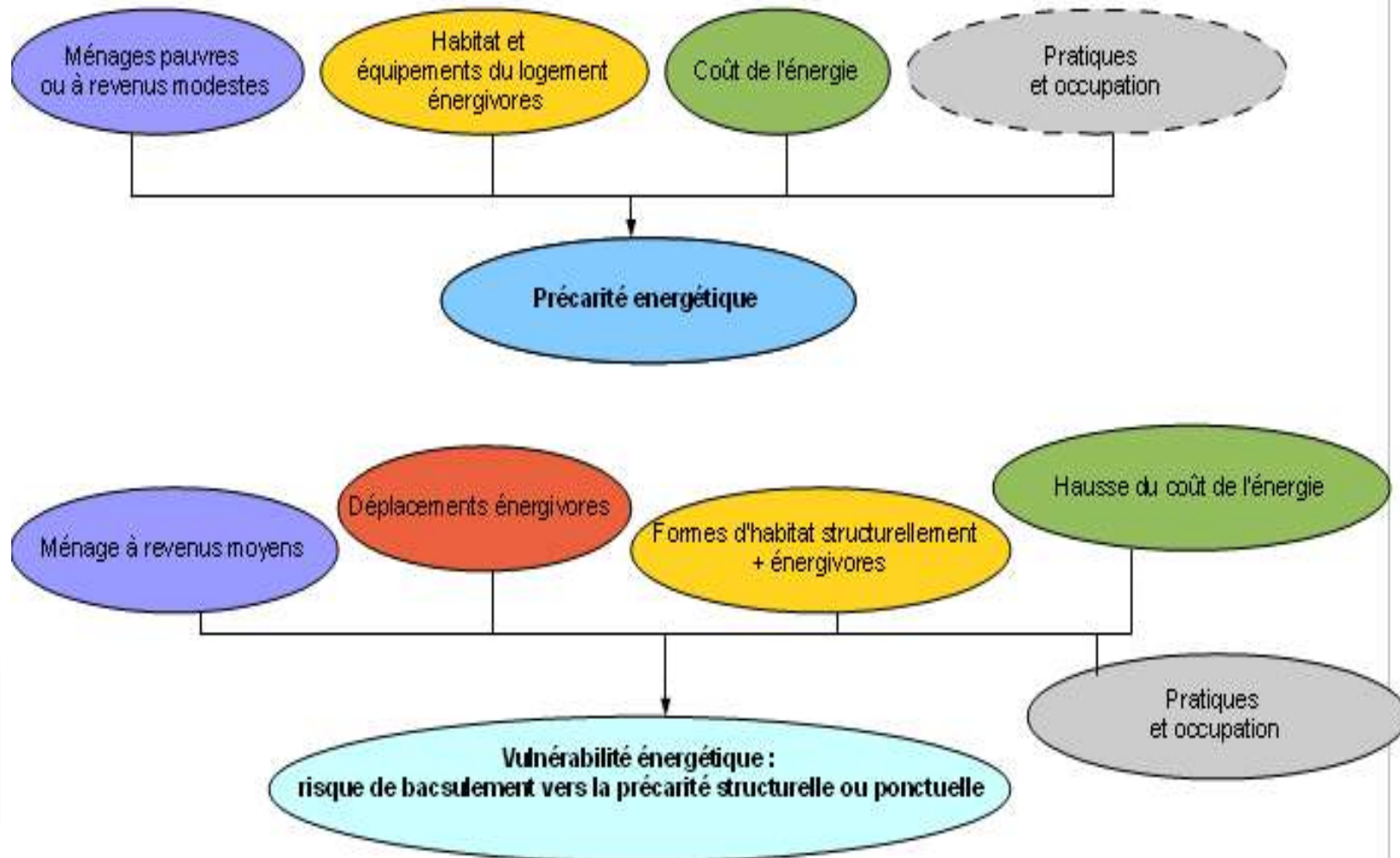
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

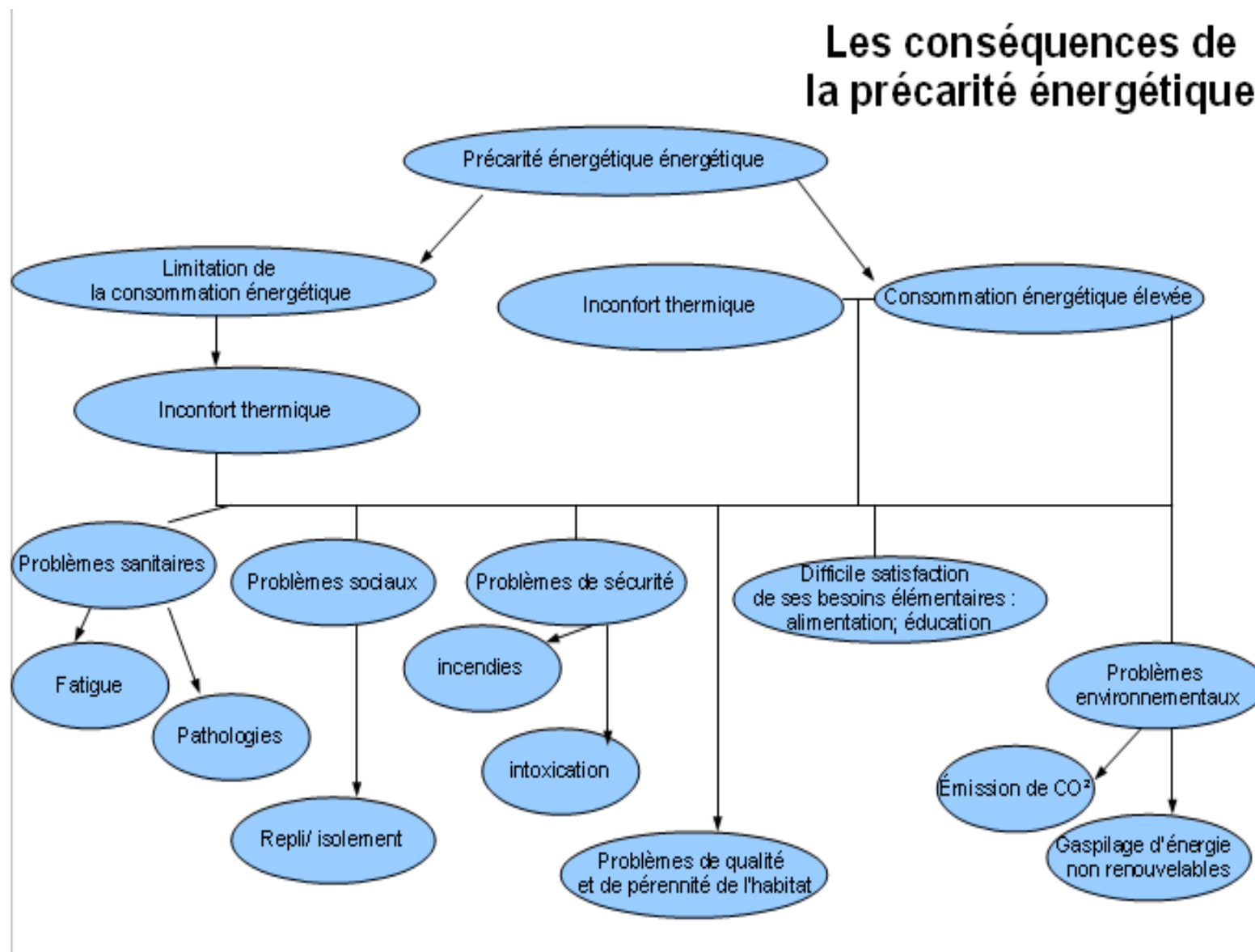
Synthèse

Les causes de la précarité énergétique actuelle et future



Des enjeux sociaux, sanitaires et environnementaux qui convergent

Les conséquences de la précarité énergétique



Votre perception de la précarité énergétique ?



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

2. Dispositifs et acteurs



Liberté • Égalité • Fraternité

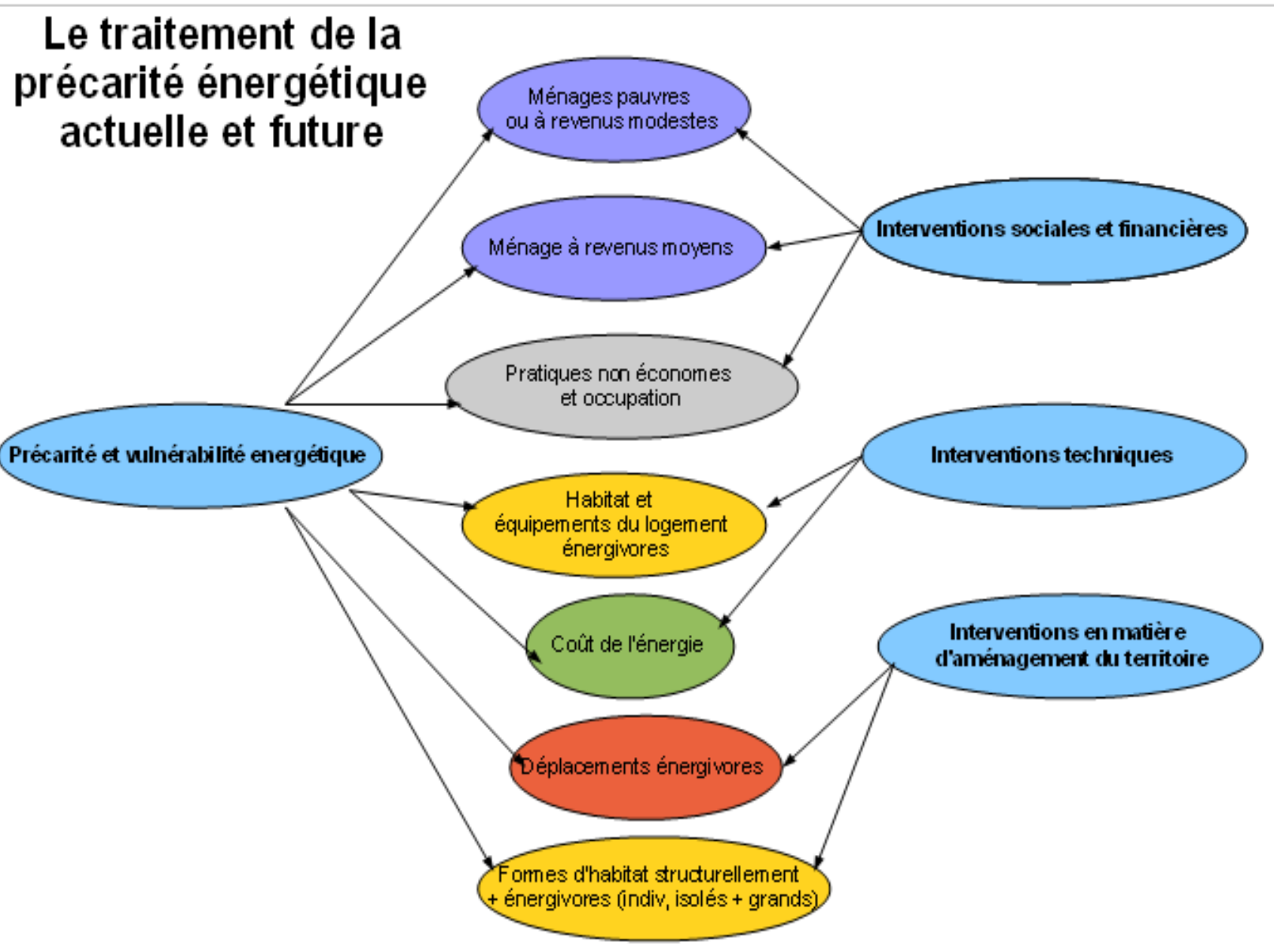
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

Un traitement faisant appel à des compétences diversifiées



les acteurs de la précarité énergétique

L'exemple de l'Île de France

Figure 7. Compétences des acteurs

Acteurs/compétences	Mise en réseau	Financement (dispositif / travaux)	Repérage des ménages	Diagnostic bâti	Formation des parties prenantes	Assistance conseil aux ménages	Ingénierie (technique)	Travaux : réhabilitation, auto-réhabilitation	Accompagnement social	Éducation sensibilisation DD
Anah										
ADEME										
ARENE										
Conseil régional Île-de-France										
Réseau Rappel										
Fournisseurs énergie		1								
Bureaux /opérateurs										
Collectivités										
CAF										
Organismes retraites										
Organismes de prêt bancaire										
Association des Responsables de Copropriétés (ARC)										
Les bailleurs sociaux										
Espaces Info Energie / Agences locales de l'énergie										
Associations d'éducation à l'environnement										
Associations d'amélioration de l'habitat										
Services de proximité (PIMM'S ...)										
Travailleurs sociaux										
Régies de quartier										
Organismes et personnels de santé, d'aide à la personne										
Energéticiens/thermiciens/architectes										
Entreprises du bâti										



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

Les principaux programmes cadre de lutte contre la précarité énergétique

- **Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) et les Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET)**
- **Agenda 21**
- **Programme Habiter Mieux**
- **Plans départementaux d'action pour le logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)
Programmes locaux de l'habitat (PLH) et plans locaux d'urbanisme (PLU)**

Zoom sur l'approche précarité énergétique dans les SRCAE et PCET

Intervention d'Anne Misseri (CETE)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

Les missions que vous conduisez et qui peuvent être reliées à la précarité énergétique ?

Les actions concrètes menées : conseils, production d'outils.... ?

Les ressources dont vous disposez sur le sujet (données, études, personnels, partenariat...) ?

3. Les grands enjeux émergents :

- **Prise en compte de la vulnérabilité énergétique globale**
- **Sécurisation économique des investisseurs**
- **Fournir une réponse à la massification du phénomène**

1. Prendre en compte la vulnérabilité énergétique globale

Contexte : Périurbanisation

- Impact de la hausse des prix de l'énergie affectera les dépenses de chauffage mais aussi les déplacements
- Renoncement des périurbains à des travaux d'isolation thermique plutôt qu'à la mobilité, non négociable lorsqu'il s'agit des déplacements domicile-travail

Enjeu : ne pas accélérer la crise.

- Une vulnérabilité énergétique plus globale, touchant à la fois les ménages et les territoires
- Un risque diffus à traiter plutôt que des situations caractérisées.

1. Prendre en compte la vulnérabilité énergétique globale, les enjeux de connaissance

- Les populations concernées, leur importance, leurs caractéristiques, (ciblées par les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique ou pas ?)
- Les territoires de la vulnérabilité énergétique ? Circonscrits ou diffus? Quelles caractéristiques?
- Les avantages et les limites des méthodologies de repérage et d'estimation ?
- Les facteurs faisant passer d'une simple situation difficile mais régulée à une situation qui échappe à la maîtrise des acteurs concernés ?
- Les populations ou les territoires disposant de capacités de résistance ou de résilience supérieures à d'autres et, dans ce cas, pour quelles raisons ?

1. Prendre en compte la vulnérabilité énergétique globale, l'étude Alterre Bourgogne

Intervention d' Anne Misseri (CETE)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

2. La sécurisation économique des investisseurs

Contexte : Incertitude de la conjoncture économique

- **les ménages ont peur de prendre des risques en procédant à des investissements aussi avantageux qu'ils soient**

Enjeux :

- **Sécurisation de l'investissement (rentabilité économique, capacité de financement des ménages concernés)**
- **Mobilisation des propriétaires bailleurs individuels à conduire des travaux d'amélioration énergétique dont les bénéfices ne leur profitent pas directement**

2. La sécurisation économique des investisseurs, les enjeux de connaissance

- Quelle est la part effective de l'incertitude économique dans la stratégie des ménages aujourd'hui ? Les grands déterminants ? Les types et formes de garanties de type assurantiel susceptibles d'être mis en place ? Les risques pouvant être couverts, par qui et à quel coût ?
- Quel optimum dans le volume et le choix des travaux ainsi qu'à leur phasage ?
- Comment rendre les subventions plus efficaces ?
- Comment mobiliser les bailleurs du parc privé ?

2. La sécurisation économique des investisseurs, l'étude potentiel d'économie d'énergie

→ **Présentation de Patrick Monnier**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

3. Répondre à la massification du phénomène

Contexte :

- Hausse tendancielle du prix de l'énergie + Taxation possible des émissions de CO2 + Incitation des ménages à faire des travaux d'isolation
- budget des ménages grevé, massification des situations de précarité énergétique

Enjeu de connaissance: systématiser la prévention, la détection et l'intervention

- Étudier et évaluer les méthodes de repérage des ménages en situation de précarité énergétique
- Disposer d'une méthode d'analyse des stratégies de repérage.

3. Répondre à la massification du phénomène (programme habiter mieux)

- **S'adresse aux propriétaires occupants très modestes pour financer des travaux d'économies d'énergie sur leur logement (25% de gains énergétique minimum.)**
- **Subvention 2600 euros maxi.**
- **Objectifs : traiter 10 900 logements sur 7 ans (2011 – 2017), soit 15% environ des PO très modestes habitant une maison indiv d'avant 1975**

3. Répondre à la massification du phénomène (programme habiter mieux)

Organisation, difficultés du repérage

Repérage par coopération techniciens et social : Partenariat de l'ANAH et de l'État avec la MSA, la CAF, les conseils généraux, la CARSAT, les énergéticiens, parfois la FFB et la CAPEB (bâtiment).

Entre 1300 et 1600 dossiers attendus par an Bilan : 2011 – 288 dossiers / 2012 : 468 dossiers

PO : Difficulté à payer la part résiduelle / pas de projection dans l'avenir;



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

4. Sensibiliser à l'usage économe des logements



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

Les actions d'accompagnement mises en place dans les SRCAE et PCET

Intervention d'Anne Misseri (CETE)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE

4. La connaissance que la plate forme pourrait construire

En lien avec vos difficultés

et les besoins de connaissance qui pourraient aider à résoudre ces difficultés



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

AUVERGNE